

CAMBODGE NOUVEAU

16 - 31 mai 1996

Politique Economie Finances

2ème année Numéro 51

cahin - caha

Rien de plus normal dans une démocratie que les querelles entre partis, les rivalités entre personnalités.

Ces heurts sont même le reflet de la vitalité de la société et la preuve de la liberté d'expression. Puisqu'il y a compétition pour le pouvoir, on devrait se réjouir qu'elle soit animée.

Le débat politique est tout particulièrement bienvenu au Cambodge, où la population en a été privée pendant 20 ans. Où les fatales rivalités entre responsables et factions se réglent de façons souvent obscures et violentes.

La querelle qui oppose PPC et Fucinpec (à propos de la répartition des postes de responsabilité au niveau local, et de la double nationalité des hauts responsables) restera-t-elle dans les limites du combat démocratique ? Après une période de haute tension verbale, on en est maintenant à l'apaisement. Répétition entre deux rounds ?

On peut imaginer que le gouvernement de coalition reprendra, cahin caha, sa route jusqu'aux élections. Mais d'autres scénarios existent, en cas de KO :

- le PPC gouverne seul, la démocratie, après une apparition fugitive, disparaissant du Cambodge;
- les non-PPC se regroupent et forment ensemble un parti d'opposition, qui viserait "l'alternance".

Cependant, comme souvent au Cambodge, c'est sans doute ce que l'on n'a pas prévu qui arrivera.

C.N.

avant la réunion de Tokyo

le "bon élève" Cambodge

Préparer une réunion des bailleurs de fonds est un exercice auquel le Cambodge est maintenant habitué. Il s'agit de montrer que le Cambodge est digne de l'aide que lui accorde la communauté internationale, que ses demandes d'une assistance prolongée, et même augmentée, sont justifiées, qu'il en tirera le maximum d'efficacité.

A la réunion du Groupe Consultatif des bailleurs de fonds (qui succède à l'ICORC), à Tokyo, les 11 et 12 juillet prochain, dans le langage convenu, le Cambodge présentera donc un bilan de ses réalisations, ses projets, et montrera une détermination à bien faire qui doivent forcer la conviction et la confiance des donateurs.

Le Cambodge se présentera bien armé. Il peut faire état d'une situation macro-économique très favorable : taux de croissance honorable, inflation faible, taux de change stable, dépenses publiques sous contrôle, rentrées fiscales et douanières proches de l'objectif, ... le Cambodge remettra une bonne copie aux examinateurs.

S'y ajoutent des documents solides, qui doivent ajouter à la crédibilité du pays : un Plan de Développement Socio-Economique de 5 ans, et un "Plan glissant" de trois ans. Tout l'appareil qui plait aux financiers internationaux est là.

Et pourtant, ceux qui connaissent mieux le Cambodge que par quelques indicateurs chiffrés ne peuvent que s'inquiéter.

La croissance réelle, d'abord, est très difficile à évaluer. On ne

dispose pas encore d'enquêtes systématiques. On voit que certains secteurs sont actifs. La construction par exemple. La confection se développe. L'évolution du tourisme est favorable. Mais on ne sait pas dans quelle mesure la croissance

A la réunion des bailleurs de fonds, à Tokyo, le Cambodge présentera une bonne copie.

Mais lui passera-t-on ses turpitudes ?

est spontanée, et dans quelle mesure elle dépend de l'apport de l'aide extérieure.

quel investissement privé ?

L'investissement privé est mal connu. Ce n'est que depuis peu, après 18 mois d'existence, que le CDC se préoccupe du suivi des investissements agréés (qui sont eux mêmes mal comptabilisés).

Cet indicateur essentiel de l'économie d'un pays en développement qu'est le volume de l'investissement privé réel, son évolution, sa répartition par secteurs, le nombre d'emplois créés, fait défaut. C'est lui pourtant qui mesurerait la confiance qu'inspire réellement le Cambodge à l'étranger. Ses chances par rapport à la concurrence internationale.

Le CDC, créé en août 1994, relève à l'origine d'une excellente idée : présenter aux candidats à l'investissement un "guichet unique" qui les

informe et leur fait traverser dans les meilleurs délais les arcanes administratives.

Le système se révèle très décevant. Il est l'objet de critiques croissantes. Le CDC n'a pas de pouvoirs. Certains ministères, certaines personnalités, certains clans, décident en fait, selon leurs critères et selon leurs intérêts privés, qui aura les contrats.

Résultat : sur les 3 milliards de dollars d'investissements agréés, environ 600 millions seulement auraient été réellement investis. De mauvais projets sont agréés, comme on s'en aperçoit trop tard, et de bons projets sont découragés.

Des sommes considérables échappent à l'Etat au moment de la signature des contrats, et ensuite : les secteurs du bois et du caoutchouc sont particulièrement obscurs.

Il y a là une situation désastreuse à laquelle les gouvernements devraient mettre bon ordre avant d'aller chercher à l'étranger de nouveaux investisseurs.

Les macro-économistes de Tokyo s'en préoccupent-ils ?

politique : la montée des périls

La politique d'autre part (qui ne fait pas partie des indicateurs macro-économiques), inquiète. S'il est normal que les querelles s'intensifient alors qu'approchent les élections législatives, la tension entre les deux grands partis intervient trop tôt et elle est trop vive.

Trop tôt parce que le pays a un urgent besoin de réformes, et de décisions, qui demandent deux signatures. Sans réformes, pas de bailleurs de fonds. Sans système législatif, sans décisions, pas

(suite page 2)

à l'intérieur

Avant la réunion de Tokyo

Plan, Plan glissant, Budget

le PRASAC

interview Ngun Soeur

pages 1 2

pages 3 4

page 5

pages 6 7

TOKYO : le Cambodge est-il un bon élève ?

(suite de la page 1)

d'investisseurs privés.

Et trop vive parce qu'elle met en péril la coalition Funcinpec/PPC, c'est à dire l'échafaudage sur quoi repose la stabilité, l'existence du Cambodge.

Si la coalition Funcinpec/PPC se rompt, on risque de voir se réveiller l'opposition sans merci de naguère entre l'Etat du Cambodge d'un côté et ses adversaires de l'autre. Scénario-catastrophe : le gouvernement s'effondre. Des extrémistes appellent aux armes. Un pouvoir autoritaire s'installe, adieu élections, adieu démocratie. Les bailleurs de fonds s'éclipsent. Les investisseurs s'abstiennent ou se retirent. C'est au minimum un retour en arrière de plusieurs années ...

Il est vrai que la situation, à la

mi-mai, est inquiétante. On note que le premier Premier Ministre reste résolu à obtenir une nouvelle répartition du pouvoir au niveau local, ce que le second Premier ministre lui a déjà nettement refusé. Que la proposition d'interdire aux responsables politiques et aux députés la double nationalité est une véritable bombe politique. Que le Roi, élément conciliateur efficace dans le passé, est absent pour plusieurs mois ...

Le pire n'est pas sûr heureusement. Il ne s'agit peut-être que de manoeuvres de façade à l'usage de partisans et d'électeurs qui poussent leurs leaders aux rodontades et aux excès. Le bon sens prévaudra sans doute.

pays légal, pays réel

Un troisième point : s'il est vrai que le Cambodge présente une façade plutôt encourageante, si les lacunes encore énormes en matière de législation par exemple, sont peu à peu comblées, la réalité est assez décevante.

Il se crée une législation. Mais si elle n'est pas appliquée, à quoi bon ? On a demandé longtemps une Chambre de Commerce. Elle existe. Mais fantomatique et sans moyens d'existence. On a décidé il y a deux ans la privatisation des plantations d'hévéas, l'interdiction des exportations de bois ... c'est du pipeau. Il y a une Justice. Mais qui soutiendrait qu'elle est compétente et impartiale ? Il y a une Presse, mais le pouvoir la craint-il ? Il existe une loi sur le Travail, et il va y en avoir une autre, bien meilleure : est-on sûr que les ouvrières de la

confection s'en apercevront ? Il y a une Assemblée Nationale. Mais dérange-t-elle le pouvoir en quelque chose ? Il y a une démocratie. Mais à quoi, le remarque-t-on ?

On peut ainsi s'interroger sur la réalité de l'évolution du Cambodge vers la démocratie, l'économie de marché, la transparence, l'état de droit ... L'élan imprimé par l'APRONUC perd son effet. La machine ralentit.

Une explication est que les Cambodgiens capables de prendre le relais sont encore trop peu nombreux.

Une autre est que l'évolution du Cambodge -la mutation plutôt-, ont été voulues, exprimées, et organisées par l'étranger. Les principes, les textes, le vocabulaire, l'encadrement, viennent pour l'essentiel de l'étranger.

Entre le pays légal, qui ressemble plus ou moins à ce que souhaitent les étrangers, et le pays réel, le Cambodge profond, il y a loin.

Tokyo : fermer un oeil ?

Comment ces réalités cambodgiennes seront-elles perçues par les bailleurs de fonds de Tokyo ? Comment y réagiront-ils ? On peut imaginer trois réactions :

1) Le plus facile pour eux est de s'en tenir aux principaux indicateurs économiques, de fermer les yeux sur le reste, le Cambodge est alors un bon élève, l'aide sera poursuivie et augmentée comme il le demande.

2) Une autre attitude consiste à

dénoncer ce qui ne va pas, à exiger la transparence des contrats accordés par l'Etat, leur suivi, la rigueur dans l'utilisation des recettes, la fin de la prévarication, ... et, devant la bonne volonté des responsables, fermer un oeil sur les turpitudes les plus visibles, et accorder l'aide demandée.

3) Troisième attitude : une aide conditionnelle, comme le demande l'ancien ministre des Finances Sam Rainsy, accordée en fonction du respect de la transparence, de la fin des irrégularités économiques et financières (déforestation, caoutchouc etc ...) seule façon selon lui de remettre le Cambodge sur les rails et d'apporter une aide véritable au Cambodge et aux Cambodgiens. Il est peu probable que les bailleurs de fonds choisissent cette voie vertueuse mais difficile.

Tokyo : le Cambodge demandera 900 millions de dollars supplémentaires pour 3 ans

A Tokyo, en juillet prochain, le Cambodge va présenter aux bailleurs de fonds un plan d'investissements (le PIP, Programme d'Investissements Publics) de trois ans, 1996-1998, de 1,6 milliard de dollars. Il inclut l'aide au budget.

L'aide internationale serait donc de 550 millions de dollars par an pendant ces trois ans, à comparer aux 460 millions reçus en 1995. Compte tenu des 700 millions déjà reçus pour des projets en cours de réalisation ou sur le point de commencer, ce sont 900 millions de dollars qui manquent au Cambodge.

données chiffrées

- croissance économique 7 % prévus pour 1996, après 7,5 % en 1995;
- le PIB par tête est passé de 287 dollars en 1995 à 309 en 1996;
- inflation : 5,4 % de tendance annuelle en mars. Objectif pour 1996 : moins de 5 %;
- taux de change : 2 584 riels pour 1 dollar en janvier 1995, 2 594 en mars 1996;
- les réserves passeraient de 182 millions de dollars fin 1995 à 244 millions fin 1996;
- déficit de la balance des paiements : environ 440 millions de \$ en 1996 financés pour 243 millions par des dons extérieurs, 120 par l'investissement direct étranger, 94 par les dettes concessionnelles publiques.

Sources : Ministère des Finances et Banque Nationale.

A PROPOS ...

Sam Rainsy

"La situation politique, militaire, économique est mûre pour des changements, estime M. Sam Rainsy, Président du PNK, interrogé le 15 mai par Cambodge Nouveau. "On ne peut pas laisser les choses se dégrader davantage. Il faut une réaction concertée. Je pense à une redistribution des cartes. "Les non-communistes ont tout

intérêt à se regrouper pour défendre l'état de droit qui se délite.

"En ce qui concerne le Parti Nation Khmère, le PNK ne pourrait collaborer avec ce qui reste du Funcinpec que si : 1) le Funcinpec respectait son programme électoral initial, et 2) s'il se libérait de ses liens exclusifs, à son désavantage, avec le PPC.

"Il n'y aurait pas de ma part d'obstacle d'ordre personnel,

malgré tout ce qui a été fait contre moi, et j'espère que du côté de Ranariddh aussi l'intérêt national prévaudrait.

"Les ennuis de Ranariddh viennent de son laxisme, il n'a pas respecté les règles politiques, morales, il a laissé faire, il paie.

"A mon avis, il est maintenant impossible de revenir à la situation antérieure, une coalition inchangée. Au Funcinpec, il faut distinguer les dirigeants de

la base. Les dirigeants pourraient se scinder. Quant à la base, elle votera contre Hun Sen.

"Comment s'exprimera ce vote ? A mon avis, les Cambodgiens sont réalistes, ils ne disperseront pas leurs votes, ils voteront pour le parti qui incarnera le mieux le changement, le PNK".

casser le Funcinpec ?

"M. Hun Sen se prépare à organiser un coup illégal pour remplacer le Prince Ranariddh à

PLAN, PLAN GLISSANT ET BUDGET

Le Plan de Développement Socio-Economique 1996-2000, établi par le ministère du Plan après deux ans de préparation, a été approuvé par le Conseil des Ministres le 3 avril. Il est actuellement devant la Commission permanente de l'Assemblée Nationale. On le distribue aux députés pour qu'il puisse être discuté dans le courant de mai. Il ne devrait subir que des modifications mineures, estime M. Ou Orhath sous-Secrétaire d'Etat au Plan.

Le Plan 1996-2000 indique la stratégie à moyen terme dans laquelle s'inscrivent les investissements sectoriels, les projets prioritaires, les budgets annuels. Ce Premier Plan a été présenté par le Ministre de la Planification S.E. Chea Chanto le 10 mai à la réunion de Coordination des bailleurs de fonds, qui prépare la réunion du Groupe Consultatif (remplaçant l'ICORC) à Tokyo les 11 et 12 juillet prochain. Nous donnons ci-après un abrégé de cet exposé.

Les objectifs du Plan de Développement Socio-Economique sont :

- soulager la pauvreté
- préserver l'environnement
- développer les ressources humaines
- réhabiliter les infrastructures
- réformer l'administration
- favoriser le développement de l'économie de marché.

rôle du gouvernement

Le secteur privé devra progressivement prendre en charge les décisions concernant les

investissements, et leur réalisation. Le rôle du gouvernement sera d'inciter, de réformer et d'éliminer les institutions publiques, d'encourager le développement de l'investissement privé et des institutions qui suscitent et soutiennent le développement.

soulager la pauvreté

Objectif majeur : réhabiliter et développer l'infrastructure économique et sociale, pour attirer au maximum les investissements étrangers et locaux : c'est ainsi que l'on développera la croissance, que l'on créera des emplois, que l'on soulagera la pauvreté.

Il faut en même temps "continuer à développer la protection des groupes vulnérables".

développement rural

Pour augmenter les revenus des ruraux et corriger les déséquilibres villes/campagnes, le Plan vise pour 2000 un ratio d'investissements de 65/35 en faveur des campagnes. Dans ce cadre, le PIP vise une allocation en capital partagée 50/50.

grands équilibres

Le gouvernement poursuivra ses objectifs macro-économiques par des politiques monétaire et fiscale prudentes. Il prendra des mesures nouvelles pour augmenter les recettes, tout en ajustant la croissance des dépenses courantes à celle de PNB, de façon à "construire sur l'amélioration des recettes fiscales".

L'inflation sera encore sensiblement réduite, l'épargne privée et publique favorisée pour que les ressources intérieures

soutiennent une part croissante de l'investissement public.

Le "plan glissant" de trois ans

dit PIP ("Programme d'Investissement Public") à la différence du Plan de 5 ans qui donne les orientations générales, présente des projets précis, avec leurs durées et leurs coûts. Il établit des priorités et chiffre les besoins financiers en fonction des ressources intérieures et extérieures disponibles, tout en encourageant l'investissement privé.

"Glissant" parce qu'il est réajusté chaque année en fonction des résultats obtenus : on reporte à l'année suivante les projets qui n'ont pas trouvé de financement.

Ce PIP est le résultat des projets proposés par chaque ministère, rassemblés et mis au point chaque année par le Plan. Le ministère de la Planification le "rendra" avant la fin mai, nous dit M. Ou Orhat. Il est ensuite examiné par le CDC et les Finances.

C'est ce PIP (ou du moins le "core", le noyau des projets qui forment le PIP) qui servira de base à la réunion de Tokyo, c'est de lui que vient le chiffre de 560 millions de dollars par an qui seront demandés aux bailleurs de fonds pour les 3 années 1996-1998.

La version finale du PIP 96 sera prête vers fin juillet/début août (après Tokyo, en bonne logique), nous dit-on aux Finances.

le budget 1996

Ce n'est qu'en juin-juillet que l'on fera le point, nous dit-on aux Finances. On aura alors : - le règlement du budget 1995 et l'approbation de l'Assemblée; - un rapport sur les Finances

publiques présenté à l'Assemblée Nationale, à partir des rapports préparés par chaque ministère. C'est la préparation au budget 1997; - un rapport sur le comportement économique pour les 5/6 premiers mois de 1996.

On peut déjà dire qu'en gros la situation est satisfaisante. Les grands équilibres sont respectés (voir p. 1 et 4). Les dépenses sont maîtrisées, Il n'y a pas de dérapage important. Les dépenses militaires devraient être en voie de réduction les rentrées fiscales et douanières sont sans doute inférieures aux objectifs, mais rien de désastreux.

le budget en 2000, et au delà

En principe, en 2000, sur un budget qui représenterait de 10 à 12 % du PIB, les équilibres fondamentaux (inflation, taux de change, déficit, balance des paiements) étant respectés, et sauf catastrophe imprévisible :

la Défense représentera moins de 4 % du PIB;

Santé et Education représenteront ensemble 5 % du PIB,

les investissements continueront à dépendre des donateurs.

Mais changement important : le Cambodge devra assurer à partir de 1998 ses dépenses de fonctionnement, c'est à dire le salaire des fonctionnaires, les écoles, les hôpitaux ... , cela grâce aux impôts, aux taxes douanières, etc ...

L'aide étrangère, qui assure actuellement près de la moitié du budget, n'assurera plus que les investissements.

Et dans 5 à 10 ans, soulignent les Finances, il faut que le Cambodge soit progressivement, pour les investissements aussi, capable de se passer de l'aide étrangère. Qu'il emprunte, comme les autres pays, sur le marché international des capitaux, à prêts normaux.

A PROPOS ...

la tête du Funcinpec", écrit d'autre part Sam Rainsy dans un communiqué daté du 13 mai. Cette manoeuvre équivaudrait à un coup d'Etat, puisque le Prince Ranariddh démissionnerait ipso facto de son poste de Premier ministre.

"Pour remplacer le Prince Ranariddh, M. Hun Sen n'hésitera pas à organiser un Congrès rival, illégal, du Funcinpec (...). Il

donnera l'ordre à la Cour, qui a toujours été soumise au PPC, d'écarter toute plainte légitime du prince Ranariddh ou de ses partisans.

"M. Hun Sen a montré qu'il était prêt à user de tous les moyens pour arriver à ses fins, c'est à dire le pouvoir absolu (...)."

quelle transparence ?

Le gouvernement explique son refus de rendre publics les grands contrats qu'il a signés

avec des investisseurs étrangers (Ariston, MAS, etc ...) par le souci de "protéger les investisseurs". "Il ne faut pas décourager les sociétés étrangères d'investir au Cambodge". En fait cette obscurité, loin de rassurer les investisseurs sérieux, ne peut avoir que l'effet contraire. Le député PLDB Son Chhay note que les réticences du gouvernement cachent probablement quelque chose. L'Assemblée nationale

est manifestement tenue à l'écart des décisions importantes.

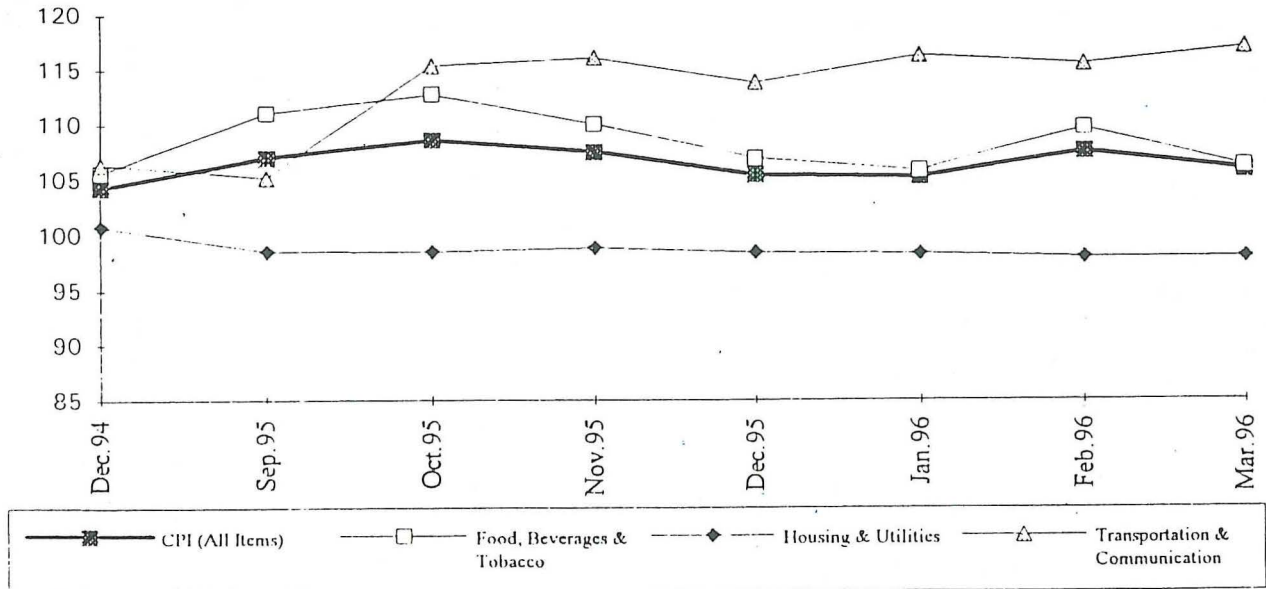
Kam Chhay

Le barrage de Kam Chhay (Kampot) sera construit, indique le Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. D'une puissance de 128 MW, il pourra permettre d'irriguer 220 000 ha (C.N.n° 25, 42, 45). L'électricité alimenterait Kep, Kampot,

(suite page 4.

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

indice juillet-septembre 1994 = 100



dé-dollarisation en douceur

La "dollarisation" a d'abord rendu service, dans les années 80, après l'époque des khmers rouges, en remplaçant le simple troc, et les règlements en or, par l'usage de billets de banque. D'autant plus que l'on n'avait pas encore confiance dans le riel, réintroduit en mai 1980, et que l'on souhaitait l'entrée de devises étrangères. Le dollar s'est montré bien pratique aussi pour les règlements un peu importants, qui demandent, en riels, de grandes quantités de coupures. Aujourd'hui, il s'agit de dédollariser, de rendre au Cambodge une monnaie qui soit la sienne propre, attribut de sa souveraineté. L'usage du dollar ne

rend service qu'aux Etats-Unis. Mais ce n'est pas par voie autoritaire que l'on obtiendra cette indispensable "dédollarisation", dit-on à la Banque Nationale du Cambodge. Elle doit se faire spontanément.

Il y faut deux conditions :

- la stabilité : des prix, des taux de change, une politique monétaire rigoureuse, de façon que le dollar ne joue pas le rôle de refuge. Cette stabilité existe. Et la Banque Nationale a les réserves nécessaires pour la défendre.
- et un climat favorable, une confiance générale dans la situation politique.

Techniquement, l'opération ne

pose pas de problèmes. On a introduit des coupures en riels de 100 000, 50 000, 20 000, 10 000 (les plus nombreuses), 5 000, etc

le gouvernement doit donner l'exemple

Pratiquement la dédollarisation pourrait être introduite par petites touches. Le gouvernement devrait en prendre l'initiative. Tout le système bancaire est en dollars, par exemple, il n'existe même pas de chèques en riels. Les salaires des députés sont en dollars ...

"La Banque Nationale prépare le processus de la dédollarisation", écrit M. May Tola, ancien Directeur-adjoint des Changes à la Banque Nationale, dans "Economic and Monetary Statistic Review".

"Elle cherche les meilleures circonstances pour décourager progressivement l'usage du dollar. Pour que cette politique s'applique effectivement, il faut que le gouvernement montre l'exemple et prouve ainsi sa détermination. Le gouvernement et les entreprises publiques devraient cesser de collecter leurs revenus en dollars : le téléphone, l'électricité, les billets d'avion, les impôts ... "On n'obtiendra pas la dédollarisation par voie législative, mais en créant un environnement qui sera clairement à l'avantage de l'usage du riel. Le processus de dédollarisation sera mené en douceur.

"Il devra aider le développement de l'économie et accroître la confiance dans la monnaie nationale"

A PROPOS ...

Sihanoukville. L'investissement est de 402 millions de dollars. Le barrage pourrait entrer en service en 2003. L'étude est réalisée par le Consortium Kamchay (Hydro-Québec, Pomerleau, Experco).

Code de Commerce

Les 7 lois constituant le Code de Commerce doivent être terminées pour mars 1997, en vue de l'adhésion du Cambodge à

l'ASEAN qui doit en principe intervenir le 1er juillet 1997. Où en sont ces lois ?

- 1) loi sur les Sociétés commerciales : après son renvoi pour lui donner un contenu plus anglo-saxon, le projet est terminé et traduit en khmer. La discussion à l'Assemblée devrait intervenir la première semaine de juin;
- 2) loi sur l'enregistrement des Sociétés : adoptée;
- 3) loi sur la propriété intellectuelle : le texte est terminé, il

devrait être discuté en août;

4) loi sur les contrats : la rédaction est presque terminée; elle devrait être examinée pendant la première semaine d'octobre;

5) loi sur l'arbitrage : en cours de rédaction. Elle doit être envoyée au Conseil des ministres et serait examinée pendant la première semaine de septembre;

6) loi sur le contrôle de la qualité et la responsabilité : la première partie est rédigée et traduite;

reste à rédiger la responsabilité; 7) loi sur la banqueroute et la faillite : pas encore rédigée.

hévéculture

La privatisation des plantations en est toujours au point mort. Les négociations entre le gouvernement et la société française Terres Rouges Consultant pour Chup et Krek n'avancent pas. La discussion porte sur le nombre d'annuités (de 10 à 20) que le gouvernement cambodgien vou-

PRASAC

la machine se met en route.

Le Projet de Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole Cambodgien (PRASAC) est l'une des principales interventions au Cambodge de l'Union Européenne. Le démarrage a été plutôt lent. Mais les instruments se mettent en place, et l'on peut aujourd'hui constater quelques résultats. M. Lauv Ny, Secrétaire Général du Comité Mixte Central du PRASAC, fait le point.

Loin de ses bases, sans expérience particulière de l'Asie, mais décidée à y établir une présence durable, l'Union Européenne est arrivée au Cambodge avec des moyens importants.

La Convention de financement a été signée le 2 septembre 1994, rappelle M. Lauv Ny.

Il a été convenu que le programme PRASAC concernerait 6 provinces, situées dans l'est du pays : Kompong Cham, Kompong Chhnang, Kompong Speu, Takeo, Prey Veng et Svay Rieng. Ces provinces sont les plus sûres, et d'autre part sont les plus peuplées : le programme touchera plus de 150 000 familles.

Les moyens : 368 millions d'euros, soit environ 42 millions de dollars, pour 30 mois.

Durée : de janvier 1995 à juin 1997.

Les objectifs

- mettre de l'eau à la disposition des familles rurales;
- augmenter la production agricole en visant l'auto-suffisance;
- libérer les paysans de l'endettement au moyen des caisses villageoises (crédit rural).

organisation

Le Programme a été divisé en trois projets, concernant chacun

deux des six provinces concernées :

Prasac 1 : Kompong Cham et Kompong Chhnang

Prasac 2 : Takeo et Kompong Speu

Prasac 3 : Prey Veng et Svay Rieng.

Chaque projet compte 6 cadres expatriés : 1 chef de projet, 2 agronomes (un par province), 1 spécialiste du crédit-rural, 1 spécialiste du génie rural (forages), 1 administrateur.

Le personnel cambodgien doit compter au total un millier de personnes, des chauffeurs aux ingénieurs agronomes. Les postes de responsabilité sont remplis au fur et à mesure des résultats de la formation. Cette formation est assurée par des ONG comme *Partage* (Amakithor) qui ont souvent acquis sur le terrain une grande expérience, par exemple en matière de crédit rural (ACLEDA, ...), ou de forage des puits.

A Phnom Penh existe un *Comité Central Mixte* (représentant les deux ministères de l'Agriculture et du Développement rural), dont le président est le Secrétaire d'Etat Chea Song, il comprend : le directeur de la Planification et de la Coopération internationale, le directeur de l'Agronomie, le di-

recteur de l'Hydrologie, 2 représentants du Développement rural.

Ce Comité Central Mixte réunit chaque mois les représentants du Gouvernement, du Bureau de Coordination (Union Européenne) et des Comités Provinciaux.

Chaque *Comité Mixte Provincial* compte 4 personnes : le gouverneur de la province (le vice-Gouverneur pour Kompong Speu), le chef du département agricole, le chef du département rural, un secrétaire général.

le PRASAC en pratique

Dans chaque province concernée, en fonction des objectifs, on s'efforce de :

- améliorer les petits périmètres irrigués
- améliorer les techniques de production agricole
- mettre en place le crédit rural
- améliorer l'approvisionnement en eau potable avec des puits ou, si la nappe phréatique ne le permet pas, des réservoirs (grandes jarres, bassins, ...)
- réaliser des "micro-infrastructures productives"
- promouvoir des micro-entreprises (réparation de motos, de tèles, tissage, ...).

Pratiquement, on retrouve sur le terrain ces quatre "volets" : petite irrigation; eau potable; crédit rural; micro-entreprises.

L'effort dans tous les cas porte sur la formation.

état d'avancement

Le démarrage a été lent, reconnaît M. Lauv Ny. Le dialogue entre le Bureau de Coordination et le gouvernement ne s'est pas ouvert tout de suite. Les experts sont arrivés entre septembre 1994 et janvier 1995, et l'installation a duré jusqu'à la saison des pluies. On a sélectionné dans chaque Province les districts où l'on interviendrait : 5 pour Kompong Cham et pour Prey Veng, 3 pour les autres (22 districts au total).

En novembre 1995, on a commencé à recruter et former le personnel.

S'est posé aussi le problème des équipements. Ils doivent être européens, ce qui complique les procédures. C'est ainsi que les 474 motos (dont 464 pour PRASAC) sont allemandes. L'équipement lourd qui permettra de réaliser des canaux importants, des forages dans la pierre dure etc ... est encore à Si-hanoukville. En attendant, on a loué sur place les voitures et le matériel nécessaire, mais il est souvent en panne.

Et puis il faut trouver des responsables de bon niveau, c'est très difficile, et former le personnel ce qui est lent aussi.

Malgré tout, il y a des résultats. Un bilan à fin février 1996 (en attendant le rapport d'une mission d'évaluation à fin mars) permet de comptabiliser grosso modo :

- 494 puits creusés;
- 56 réservoirs d'eau;
- beaucoup de bassins et jarres installés pour usage familial;
- des réalisations importantes comme une digue de 8 km ("digue du 17 avril") qui irriguera 800 à 1000 ha, terminée fin mai visible de la route 6A; la digue de Chruy Cheak à Kompong Chhnang; la grande digue de Char Thal à Kompong Speu (1000 ha irrigués); beaucoup de canaux creusés à Svay Rieng; la réhabilitation d'un canal de 7 600 m; un centre de formation des paysans, etc ...

Ce n'est qu'un début. PRASAC espérons-le, est au Cambodge pour longtemps.

A PROPOS ...

drait faire payer à Terres Rouges pour accorder le contrat. La Société belge Siat a renoncé à investir dans la plantation de Ratanakkiri après 5 ans de propositions sans réponses claires.

Les responsables cambodgiens, partagés sur la forme des privatisations, et sur leur principe même, sont incapables de

prendre une décision. Les résistances, alimentées par une fraude considérable, sont fortes. Pendant ce temps les plantations, mal exploitées, perdent rapidement de leur valeur, même si la production masque ce phénomène. Les pratiques actuelles, qui consistent à exploiter au maximum sans replanter, conduisent à la disparition prochaine de l'hévéaculture au Cambodge, disent les professionnels tant étrangers que

Cambodgiens. Une issue pourrait intervenir avec la loi sur l'organisation des entreprises publiques. Elle pourrait donner à l'actuelle Direction Générale des Plantations d'Hévéas (DGPH), sous un autre nom, (comme pour l'Electricité, l'Eau, le Pétrole), l'autonomie administrative. Elle pourrait alors gérer les plantations sans dépendre des tutelles actuelles : ministre de l'Agriculture et Premiers ministres. L'autonomie

financière lui permettrait de traiter directement avec les bailleurs de fonds.

Avec ce nouveau système, on pourrait envisager d'augmenter dans de très grandes proportions les surfaces plantées en hévéas.

peages

Sur route Battambang-Phnom Penh, début mai, une voiture particulière a été arrêtée 65 fois

(suite page 8)

Nguon Soeur :

aux élections de 1998, mon parti aura 30 élus

Ancien Directeur-adjoint de la Police, l'un des fondateurs du Funcinpec il y a une quinzaine d'années, Nguon Soeur a quitté ce parti en novembre 1995 pour rejoindre le Parti Nation Khmère (CN 39), dont il est co-fondateur avec Sam Rainsy. En mars 1996, il a fait sécession, et créé un PNK-bis qu'il estime le seul légitime.

Il s'explique ici sur cet itinéraire, sur le Funcinpec et ses responsables, sur ses relations avec Sam Rainsy, avec Hun Sen et le PPC, sur ses objectifs, sa stratégie, son programme, ses chances aux prochaines élections.

Sam Rainsy a eu une grande popularité. Plus grande même que celle de Hun Sen à un certain moment. Il est allé très haut, et il peut aller au-delà. Il est un homme très important. Mais il devrait faire attention à ce qu'il dit et à ce qu'il fait. Il a été comme une montagne, mais maintenant sa popularité a chuté, il n'est plus qu'un monticule, une petite bosse, et s'il continue il va tout perdre.

J'ai été au Funcinpec pendant 15 ans, et bien avant Rainsy. Il a été l'un des fondateurs du Funcinpec ? Oui, s'il s'agit des statuts, mais le Funcinpec a été créé bien plus tôt, à Pyong Yang en 1980 ou 1981. Les premiers fondateurs en

il y a des traitres chez Rainsy ...

Europe ont été moi-même et Ranaridh et quelques autres. Rainsy est venu bien après.

Moi j'ai quitté le Funcinpec parce que le parti m'a fait beaucoup de mal, et parce que je ne crois plus au Funcinpec. Nous étions quatre "piliers" du Funcinpec : Ranaridh Sirivudh, Rainsy et moi. Si nous étions réunis, aujourd'hui encore nous pourrions gagner. Mais qui reste-t'il ? Ranaridh est un très mauvais organisateur, nul, plus encore que Rainsy.

Rainsy a créé avec moi, et d'autres, le Parti Nation Khmère. Il a dit qu'il y avait des traitres au PNK. Mais je lui ai bien dit :

*VOTRE PUB
dans
Cambodge
Nouveau ?
Une bonne idée !*

"il y a des gens qui veulent nous séparer. Moi, travailler pour le PPC ? C'est impossible. je pourrais être un agent de Ranariddh, mais de Hun Sen, c'est trop".

Les problèmes du KNP ne sont d'ailleurs pas terminés, parce que les agents infiltrés, ils sont là-bas. J'ai même donné à Rainsy des noms. Il ne me croit pas. Il se trompe d'ennemi. Il pense que Hun Sen va lui faire quelque chose, mais ce sont les gens qui sont avec lui qu'il doit craindre. En tous cas ce n'est pas moi le

faire un parti autour d'un programme, non d'une personnalité

traitre. On saura un jour à quoi s'en tenir. Quand l'eau est claire, on voit les poissons.

Je lui ai dit : tu conserves avec toi des jeunes cons, qui ont une stratégie pour faire vendre des journaux en attaquant Ranariddh et Hun Sen, et même le Roi, à tout va ... Je dis : dans ce que Ranaridh et Hun Sen font, il y a du mauvais qu'il faut dénoncer, d'accord, mais aussi du bon : il faut le dire. Je préfère la critique constructive.

Rainsy est devenu otage des journaux des jeunes. Il veut attaquer à tout va, parce qu'il pense que si on arrête, on n'a plus le soutien de l'étranger. Rainsy ne reste pas au Cambodge, il va toujours à l'étranger. Il veut faire des coups d'éclat. Je ne suis pas d'accord.

Je dis que nous devons parler de notre programme politique. Tous les partis ont des principes,

nous en avons aussi. Mais aucun n'a de programme. Nous devons avoir un parti de programme, et non un parti de personne.

Un "parti de personne" ne gagne pas. Regardez le parti de Son Sann, il n'a pas gagné parce que c'est "le parti de Son Sann", mais il n'y a pas d'idées.

Le Funcinpec est en train de s'écrouler, parce que c'est "le parti de Ranariddh".

Le parti Nation Khmère c'est moi qui en suis le chef. Nous avons un Comité directeur de 10 membres. Sam Rainsy m'a viré. Mais nous ne sommes pas fâchés l'un contre l'autre, même maintenant.

J'ai fait un Congrès et une conférence de presse le 13 mars. Le 12 il était venu me voir, il m'a demandé de ne rien faire, parce qu'il fallait soutenir Ranariddh. Lui et Radha avaient rencontré Ranariddh, et avaient demandé à leurs journaux de soutenir Ranariddh. Ca n'a d'ailleurs cessé que vers la mi-

avec 30 députés, je serai incontournable

avril, il ne soutient plus Ranariddh.

Je lui ai dit : nous avons fait ce parti parce que nous ne sommes pas d'accord avec Ranariddh. Je ne comprends plus.

Sam Rainsy est un battant. Mais il ne sait rien, et à mon avis il va à la boucherie. Il n'a aucune expérience.

C'est ridicule de faire une manifestation avec 130 personnes à Paris. Je pense que Sam Rainsy est un showman plutôt qu'un politicien. Il pourrait être un grand politicien s'il l'écoutait.

D'ailleurs il a changé de stratégie : il ne vend plus ses

journaux, les journaux ne le soutiennent plus.

J'ai donc réuni ce Congrès. Selon les estimations nous avons été 500, 1000, 2000 ... et j'ai été élu président. Ma méthode n'est pas de faire des vagues, je forme des gens, je mets des chefs dans le pays. Je n'attends que l'autorisation pour ouvrir des bureaux.

Moi je vous dis que le PNK aura 30 ou 40 députés à la prochaine Assemblée dans deux ans. C'est ça mon objectif.

Pour avoir le pouvoir, il faut 80 députés. Je n'ai pas cette ambition. Mais j'ai une certitude : aucun parti n'aura 80 députés. Pour gouverner, il faudra des alliances. Donc tout parti voulant avoir le pouvoir devra travailler avec moi.

J'ai un programme politique clair

remplacer les ministres corrompus oui, mais il faut changer le système

et net, il faudra qu'on en tienne compte, il faudra discuter avec moi, je serai incontournable.

Un point important qui me sépare de Rainsy, c'est qu'il dit qu'il faut supprimer la corruption et il compare avec une maison qu'on balaie de haut en bas. C'est à dire commencer par enlever les ministres corrompus et aller ensuite vers le bas. Mais Hun Sen veut le faire aussi !

Ce n'est pas bon, parce que si l'on remplace ces ministres corrompus, quelle garantie a-t-on que les nouveaux ne vont pas devenir corrompus ? Qu'ils ne tomberont pas dans la faute ? Tant qu'ils n'ont pas été à l'épreuve, on ne le sait pas.

Regardez le Funcinpec : ils ne parlaient que d'intégrité quand ils étaient en France, en Amérique etc ... et les voilà avec plusieurs voitures, plusieurs maisons, plusieurs terrains, des millions de dollars déposés un peu partout hors du pays. Je le sais, et j'accuse les ministres corrompus ! Et je demande à Ranaridh et Hun Sen de les enlever !

Je vous donne un exemple. Pour moi le corrompu n° 1 c'est You Hockry, le ministre de l'Intérieur.

(suite page 7)

Vous pouvez le dire, que Nguon Soeur accuse You Hockry, j'ai des preuves ! Il n'est pas le seul, il y en a beaucoup d'autres. Je pose la question, est-ce que Ranariddh est-il aussi corrompu ?

Mais enlever les ministres corrompus, ça ne suffit pas.

Moi j'ai un programme pour cela. Mon PNK est entièrement différent en cela des 20 partis qui existent au Cambodge.

La corruption et l'insécurité sont des problèmes liés. Les choses pas très catholiques qui se passent ici viennent de ce que ces responsables sont pauvres en général. Mais aussi il y a des gens riches qui continuent à pomper. A corrompre pour être encore plus riches. Comment empêcher cela ? Il faut un système nouveau.

Premièrement augmenter les salaires.

Deuxièmement, faire des lois pour condamner durement tous ceux qui sont en violation la loi.

contre la corruption : des responsables élus

Troisièmement il faut, comme dans d'autres pays comme la France, la décentralisation.

Là l'Etat ne dirige plus, il devient arbitre.

Actuellement au Cambodge les chefs de Khum, de Districts, sont de simples exécutants de l'Etat. En 1997 on va faire des élections municipales, mais ce seront des élections pour rien puisqu'on ne donnera pas de pouvoir aux élus.

Moi je veux que le Gouverneur soit élu. Avec auprès de lui un représentant du gouvernement central, comme un Préfet français, pour qu'il ne soit pas totalement indépendant. Que les responsables de Province, de Districts, de Khum, aient un

cadre juridique qui les rende très autonomes.

Si Ranariddh et Hun Sen ont des tendances vers la dictature, ce n'est pas par nature, c'est du au système actuel.

Notre "Parlement" n'a qu'une Chambre. Je voudrais qu'il y en ait une seconde.

Il n'y a pas de Conseil Constitutionnel : il faut le créer. Il faut créer un Conseil Supérieur de la Magistrature.

L'UNTAC a laissé tout cela inachevé, et maintenant pour que Hun Sen et Ranariddh s'accordent ... Le conflit s'installe, ça m'inquiète, parce que c'est une dispute inutile.

Rainsy était le Président-fondateur, moi vice-Président. Ensemble, nous avons investi de l'argent, et du temps.

On a dit qu'il y avait de l'animosité entre Khieu Rada et moi. Non, nous pouvons travailler ensemble, mais je pense qu'il fallait distribuer les rôles autrement. Rada n'est pas un bon Secrétaire général. Comme vice-Président, oui.

Rainsy m'a viré, contrairement aux statuts. J'ai fait un Congrès extraordinaire, nous étions plus nombreux que le jour de la fondation. Il a fait des fautes, on l'a viré.

c'est mon PNK qui sera reconnu : j'ai des lettres des deux Premiers ...

Maintenant c'est à l'autorité administrative (le ministre de l'Intérieur) de décider et sinon à l'autorité judiciaire.

Si on donne gain de cause à Rainsy, j'abandonne. Je crée un autre parti avec un autre nom, et avec mon programme.

Mais si le ministère de l'Intérieur me donne raison,

alors Rainsy doit s'arrêter. Il a été au PRL, qu'il y reste. Je continuerai à respecter son opinion, à soutenir sa lutte pour la démocratie.

Je pense que le ministre de l'Intérieur reconnaîtra mon PNK, parce que j'ai les lettres favorables des deux Premiers

je ne suis ni un complice ni un pion de Hun Sen

ministres. Sar Kheng sera impressionné, il se sentira couvert.

On dit que je suis un pion de Hun Sen, ou même une torpille. Je perds des gens qui n'aiment pas Hun Sen. Presque 100 % de mes gens sont des Funcinpec. Mais pendant que Hun Sen me soutient, moi je vais jusqu'au fond des campagnes pour me faire connaître comme chef de parti.

Mes relations avec Hun Sen ? Je le respecte, j'aime bien Hun Sen, et il a dit la même chose de moi. Je le remercie de ces paroles, mais je suis chef d'un parti, mon programme est totalement différent de celui du PPC et de Hun Sen. Je ne suis ni complice de Hun Sen ni manipulé par lui. Quand j'aurai 30 députés, on le reconnaîtra.

Rainsy et moi, quelles sont nos chances respectives pour les élections ?

Il faut d'abord comprendre qu'il y a un choix.

Soit nous sommes capables de réunir toutes les forces nécessaires pour avoir 80

députés sur les 120 de l'Assemblée, c'est à dire le pouvoir, alors on va au combat et on gagne;

Soit nous reconnaissons que moi-même plus Rainsy nous n'aurons pas 80 députés. Mon objectif est d'avoir 30 députés.

Avec ces 30 députés, nous sommes incontournables, on a besoin de nous. Nous pourrions négocier avec n'importe qui. Et

j'ai au moins 50 personnes à présenter à la députation

c'est sur le programme que ça se décidera.

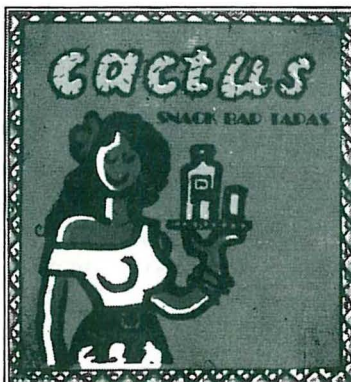
Je pense que Rainsy n'a pas 10 personnes capables d'être députés. Ses partisans sont en Amérique, en Europe et ailleurs, ils y resteront. Moi j'ai au moins 50 personnes à présenter à la députation. Ils ne sont pas membre du Comité directeur, je les garde au frais. Lorsque la loi sur les élections sera passée, lorsque les circonscriptions auront été définies, alors je verrai dans quelles circonscriptions je pourrai gagner, et je présenterai mes gens. C'est alors que j'aurai besoin des adhérents.

Il faut que dans chaque province nous ayons au moins une circonscription, cela fait déjà 23; et nous en aurons parfois 2 : je vais discuter "au coup par coup" avec les autres partis.

Je suis convaincu que les élections de 1998 auront bien lieu et, oui, je me sens assez fort pour aller à la bataille sans Rainsy.

CAMBODGE NOUVEAU le journal des décideurs notre meilleur investissement !

Cambodge Nouveau bi-mensuel Politique, Economie, Finance Directeur de la publication Chea Savuth Rédacteur en chef Alain Gascuel Enquêtes Horn Phally Mise en page Pen Mary Impression CIC Centre Informatique du Cambodge CAMBODGE NOUVEAU 58 rue 302 - Phnom Penh tel (015) 91 19 67 est vendu exclusivement sur abonnement Exemple gratuit et tarif des abonnements sur demande



LUC VOUS ACCUEILLE AU CACTUS

SPÉCIALITÉ DE POISSONS DE MER

salade tahitienne soupe de poissons

couscous royal le mardi soir

LE CACTUS

94, BOULEVARD PRAEH SIHANOUK - PHNOM-PENH

de 11 heures du matin à 2 heures du matin tel (015) 917 484

TOURISTES : + 32,5 % au premier trimestre

65 662 arrivées de touristes pendant les trois premiers mois de 1996, c'est **32,5 % de plus** qu'au premier trimestre 1995 (49 568).

Les plus nombreux ont été les Japonais (10 752), suivis par les Taiwanais (7 952), les Français (6 501), les Américains (5 856), les Chinois, les Malaisiens, les Thaïlandais, les Singapouriens ...

Les visiteurs dont le nombre a le plus augmenté sont :

- les Allemands (+ 124,4 %)
- les Japonais (+ 118,2%)
- les Italiens (+ 116,2%)
- les Taiwanais (+ 106,3%)
- les Britanniques (+ 105,1 %)

Le nombre des Français et des Américains a augmenté de 30 %.

En réalité, nous dit le directeur des Statistiques au ministère du Tourisme, les touristes "purs" sont surtout les Japonais, les Français et les Occidentaux en général. Les visiteurs de Taïwan, de Chine, des pays de l'ASEAN, sont plus souvent en premier lieu des commerçants, des touristes "partiels".

Les séjours des touristes durent le plus souvent 4 nuits (deux nuits à Phnom penh et deux nuits à Siem Reap) et 5 jours.

En réalité les statistiques ne sont pas absolument rigoureuses parce qu'elles ne tiennent compte que des arrivées à Pochentong. Or il est entré par la frontière vietnamienne (Bavet) 14 539 touristes en 1995, Français et Américains surtout.

D'autre part, comme indiqué, il n'est pas possible de faire une répartition exacte entre voyage d'affaires et voyage touristique, les deux activités étant souvent liées.

On manque aussi de précisions concernant la dépense moyenne des touristes.

Il est évident que les centres d'intérêt touristiques sont à développer, à Phnom Penh même, aux environs de Phnom Penh, mais aussi dans les Provinces : plages à Sihanoukville et Kep, éco-tourisme sur le Grand Lac, sur les fleuves et rivières, et dans des Provinces comme Kratie, Stung Treng, Rattanakiri, Mondolkiri, ...

A PROPOS ...

et a dû s'acquitter d'autant de légers péages. Ce n'est nullement un record.

tourisme au Vietnam

Le Vietnam a reçu 300 000 touristes étrangers au cours du premier trimestre, une augmentation de 30 % par rapport au premier trimestre 1995.

voitures en Thaïlande

Il y a déjà 4 millions de véhicules sur les routes en Thaïlande, et ce nombre augmente rapidement. 571 500 voitures ont été vendues en 1995 (+17,7 %) et 268 500 au premier trimestre 1996 (+ 16 %).

Il existe 15 usines d'assemblage, et 350 sous-traitants, la plupart japonais. Honda a assemblé 45 000 voitures en 1995, Mitsubishi 100 000 et exporte, Nissan progresse, Ford/Mazda produisent surtout des pick-up.

La production automobile de la Thaïlande atteindra 1 million de véhicules en 2000.

Il est vendu d'autre part environ 1 500 000 motos chaque année en Thaïlande.

CAMBODGE NOUVEAU

ne copie personne.

Ne le copiez pas.

Si vous le citez, indiquez la source.



PREK ENG - ROUTE N° 1, CAMBODGE TEL : (855-23) 360405
7 Km après le Pont Monivong, sur la droite.

ព្រែកព្រៃ ផ្លូវលេខ ១, ភ្នំពេញ : (៨៥៥-២៣) ៣៦០៤៥
ចំងាយ ៧ គីឡូម៉ែត្រ ពីស្ពាន មុនីវង្ស ខេត្តបន្ទាយមានជ័យ

DANZAS

the world wide transportation network

- International Freight Forwarder with over 700 branches and subsidiaries
- World wide Air and Sea Cargo consolidator
- Combined Transport Solutions Air to Air, Sea to Air
- Customs Clearance and domestic transportation

DANZAS (CAMBODIA) LTD

121 Norodom Bld 1st floor
Phnom Penh

Tel 362 960

Fax 362 960

Mobile (015) 919 784

Contact : CHRISTOPHE LEFEBVRE

ARRIVEES A POCHENTONG 1er TRIMESTRE 1996

	1995	1996	%
ALLEMAGNE	776	1 741	124,4 %
JAPON	4 927	10 752	118,2 %
ITALIE	426	921	116,2 %
TAÏWAN	3 854	7 952	106,3 %
GRANDE BRETAGNE	1 110	2 277	105,1 %
MALAISIE	2 322	4 292	84,8 %
SUISSE	526	926	76,0 %
VIETNAM	403	634	57,3 %
SINGAPOUR	1 637	2 348	43,4 %
FRANCE	5 000	6 501	30,0 %
USA	4 504	5 856	30,0 %
CANADA	886	1 132	27,8 %
AUSTRALIE	1 292	1 473	14,0 %
THAÏLANDE	3 190	3 431	7,6 %
CHINE	5 640	5 831	3,4 %
AUTRES	13 075	9 595	- 26,6 %
<i>TOTAL</i>	<i>49 568</i>	<i>65 662</i>	<i>32,5 %</i>